

JEAN-FRANÇOIS SIRINELLI

La morale entre droite et gauche

On connaît l'observation d'André Siegfried dans son *Tableau des partis en France* : « L'essentiel de notre politique se dispute autour de principes »¹. A la même époque, l'historien Charles Seignobos faisait une analyse proche, soulignant qu'à travers le clivage droite-gauche se profilaient « deux conceptions inconciliables de la vie sociale et politique »². Une telle analyse, pour lapidaire qu'elle soit, suggère pour notre sujet une première piste, celle des cultures politiques. Les valeurs qui sous-tendent une société et les normes qui y balisent le comportement collectif constituent, en effet, l'un des ingrédients de ces cultures politiques, précipités complexes où viennent s'amalgamer idéologies et sensibilités³.

LES MOTS ET LA MÉMOIRE

Mais cette piste est plus complexe qu'il n'y paraît au premier abord. D'une part, parce que nombre de ces valeurs ont été des notions voyageuses entre droite et gauche et que si la discipline historique contribue, en donnant leur épaisseur chronologique aux phénomènes étudiés, à une meilleure intelligence du politique, elle risquerait, par un inventaire trop rapide des valeurs supposées de droite et

1. André Siegfried, *Tableau des partis en France*, Paris, Grasset, 1930, p. 54.

2. Charles Seignobos, *Études de politique et d'histoire*, Paris, PUF, 1934, p. 312.

3. Cf. Jean-François Sirinelli et Eric Vigne, Des cultures politiques, in Jean-François Sirinelli (s.d.), *Histoire des droites en France*, t. II, *Cultures*, Paris, Gallimard, 1992, p. I-XI.

de celles attribuées à la gauche, de bâtir une carte singulièrement floue de l'éthique en politique. D'autre part, et surtout, l'éthique renvoie, au bout du compte, au Bien et au Mal, qui, pour l'historien, relèvent certes des discours explicites — les grands systèmes de pensée, ainsi que les doctrines et programmes des partis — mais tout autant de l'imaginaire social, qui lui aussi interfère avec les codes et les normes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation de l'ordre et du désordre, de la respectabilité et de la marginalité.

Deuxième piste possible : l'anamnèse. On connaît cette pratique médicale qui consiste à demander au patient de décliner son passé et l'histoire de sa maladie. Dans un tel passé recomposé et revendiqué peuvent se lire, à droite et à gauche, des conceptions morales censées justifier l'action menée et donner un sens au combat livré. Avec, il est vrai, une difficulté majeure : la morale, en politique, n'occupe pas la même place dans le discours, et partant la mémoire, de la droite et de la gauche. Maurice Agulhon observait, pour sa part : « N'est-ce pas en effet la gauche qui prend au sérieux la politique au point de vouloir qu'elle soit une chose morale, une chose de "principe" ? et n'est-ce pas au contraire un trait fort répandu à droite que de considérer la politique comme une sorte de maladie honteuse, ou de mal nécessaire ? »¹

Cela étant, ces phénomènes de représentation différentielle du politique ne sont pas les seuls qui fassent problème. Au miroir social, en effet, les mots droite et gauche ne sont pas semblablement connotés. Bien plus, le centre de gravité de notre mémoire collective penche à gauche. Par la charge affective des mots aussi bien qu'à travers le miroir déformant du souvenir, la droite se trouve donc assurément moins bien lotie que la gauche². En va-t-il de même pour la Bourse des valeurs morales ? L'historien, en tout cas, doit prendre en compte de tels jeux de miroirs. La localisation du cœur — entendons l'attention aux autres, et la générosité — à gauche est ainsi une donnée récurrente. Souvent affirmée, notamment au moment du Cartel des gauches, elle a même été formulée de façon savante par André Siegfried en 1930 : « La contradiction intime du Français ne nous échappera pas : politiquement, son

1. Maurice Agulhon, Vu des coulisses, in *Essais d'ego-histoire*, s.d., Pierre Nora, Paris, Gallimard, 1987, p. 14.

2. Par convention, et pour en demeurer au titre proposé par *Pouvoirs*, nous avons adopté ici le singulier, car l'angle d'approche adopté dans cet article est celui du clivage droite-gauche. Il va de soi qu'il ne s'agit pas pour autant de postuler une homogénéité — contredite par la science politique et l'histoire — de la droite ou de la gauche.

cœur est à gauche, mais sa poche est à droite. »¹ Donnée récurrente, mais aussi perception collective profondément acculturée. Et les phénomènes culturels étant toujours à forte rétention, la trace d'une telle perception est encore sensible aujourd'hui. Deux symptômes, parmi d'autres, en témoignent. D'une part, la fameuse répartie de Valéry Giscard d'Estaing — « Vous n'avez pas le monopole du cœur » — lors de son débat télévisé avec François Mitterrand au moment des élections présidentielles de 1974 surprit — et fit mouche — parce qu'elle prenait à rebours un préjugé bien enraciné. D'autre part, un tel enracinement et le fait qu'une telle perception soit profondément intériorisée — au point de devenir un élément d'identité — expliquent la difficulté éprouvée par le Parti socialiste, au fil des années 1980, pour faire admettre son *aggiornamento* non seulement à ses militants mais, plus largement, au « peuple de gauche ». Le passage de la « rupture avec le capitalisme » à l'économie de marché et même à la logique de profit a constitué une inflexion d'autant plus difficile à gérer politiquement qu'elle touchait à des sensibilités devenues structurelles.

L'inventaire des obstacles virtuels qui précède ne serait pas complet si l'on n'évoquait pas une autre difficulté éprouvée par l'historien dans toute tentative pour départager droite et gauche sur les problèmes de copropriété concernant l'éthique. Car celle-ci est souvent invoquée, voire brandie, en politique. Elle en devient donc parfois incantatoire et bruyamment revendiquée. Dès lors, la tentation serait grande de pointer les contradictions entre les déclarations d'intention et les pratiques. On s'en gardera ici, non par frivolité, mais par simple déontologie. Il ne s'agit pas ici, en effet, de faire comparaître droite et gauche devant une sorte de tribunal de l'Histoire. D'autant que, pour un historien qui s'assignerait un tel pouvoir de juridiction, le risque serait grand, au bout du compte, et quelles que soient par ailleurs ses propres convictions, de rendre un jugement de Salomon. Car, à bien y regarder, les contradictions existent dans les deux camps.

Pour s'en tenir à la V^e République, l'Histoire retiendra peut-être ces photographies de l'inauguration du Salon aéronautique du Bourget le 5 juin 1981 : les armes des avions étaient, ce jour-là, pudiquement soustraites à la vue du nouveau Président de la République. Ce qui n'empêcha pas l'industrie d'armement de prospérer au fil du premier septennat, au point d'être à l'origine de

1. André Siegfried, *Tableau des partis en France*, réf. citée, p. 89.

l'une des « affaires » non élucidées des années 1980 — les ventes d'armes à l'Iran par la société Luchaire —, qui alimenta peut-être les caisses du Parti socialiste. De même, quatre ans plus tard, à la fin de l'été 1985, quand le Premier ministre Laurent Fabius, énumérant les « deux ou trois grands principes qui séparent la gauche et la droite », y comptera, outre l'égalité des chances et la solidarité, « une certaine recherche de l'exigence morale », l'historien est forcé de relever la concomitance d'une telle analyse avec l'affaire du *Rainbow-Warrior*, coulé dans le port d'Auckland par les services secrets français. De même, au sein des droites, on pourrait rappeler les attaques de Michel Poniatowski, au début des années 1970, contre les « copains et les coquins » — entendons, dans sa bouche, les gaullistes — au sein de la majorité présidentielle à laquelle il appartenait, alors que plusieurs « affaires » au fil de la décennie viendront ensuite des rangs des républicains indépendants — assassinat de Jean de Broglie, affaire dite des « diamants ».

De tels rappels, à vrai dire, risquent de faire sortir l'historien de son rôle. Cela étant, le constat et l'inventaire de ces obstacles doivent-ils, pour autant, le conduire à renoncer ? Du jugement de Salomon on en viendrait au non-jugement de Ponce Pilate, en d'autres termes à s'en remettre à une sorte de tribunal de l'opinion qui, selon les périodes, trancherait en faveur de la droite ou de la gauche. Ou à l'établissement d'oukases sans grand fondement historique, et là encore balançant au gré de l'humeur du chercheur ou de l'observateur. Il y aurait, à cet égard, un beau florilège à réunir d'aphorismes forgés sur les mérites comparés de la droite et de la gauche, notamment dans le domaine de l'éthique. L'auteur de ces lignes, après plusieurs années consacrées à la préparation d'une entreprise collective consacrée à l'histoire des droites, doit confesser sa perplexité devant ce constat clinique dressé par Simone de Beauvoir et apparemment sans appel, sis à la page 1539 du numéro des *Temps modernes* de mai 1955 : « La vérité est une, l'erreur est multiple. Ce n'est pas un hasard si la droite professe le pluralisme. »

UNE MORALE RÉPUBLICAINE CONQUÉRANTE

La question est moins, au bout du compte, de départager droite et gauche sur le terrain de la morale que de montrer que dans notre histoire nationale, le clivage droite-gauche s'est souvent fondé sur des conceptions différentes de la morale collective. Dans les limites

imparties à cette étude, on s'en tiendra à quelques exemples, renvoyant, il est vrai, à des moments clés de cette histoire nationale.

Sur le premier exemple, nous passerons rapidement, tant les rapports entre morale et politique y sont manifestes et tant les clivages, sur ce plan, entre droite et gauche y apparaissent clairement. En toile de fond de nos cultes civiques, existe indéniablement un affrontement de cultures, qui perdura tout au long du XIX^e siècle et persista durant une partie de notre siècle. L'histoire de la Révolution française est aussi, en effet, l'histoire d'un divorce profond et durable — au point qu'il put paraître structurel — entre les courants qui se réclamèrent de cette Révolution et la religion catholique. Désormais, et pour longtemps, prévaudra le sentiment réciproque que les valeurs morales prônées ou défendues par l'un ou l'autre camp sont antagonistes. Le choc de cultures était donc, par essence, en même temps un choc d'identités. D'autant que la phase du Second Empire aussi bien que celle de l'Ordre moral conforteront les républicains vainqueurs après 1875 et surtout 1879 dans leur sentiment que l'Église est l'alliée naturelle de la contre-Révolution et de la réaction. Cela dit, la querelle dépassait très largement le champ de la morale : la déchristianisation de l'an II — pour reprendre l'expression forgée en 1892 par Alphonse Aulard — puis la grande offensive laïque lancée dans la première décennie du XX^e siècle par la République radicale faisaient, aux yeux de nombre de fidèles, le malheur de la France en soustrayant la société du champ de la nécessaire influence divine. L'erreur — et les désordres, notamment moraux, qu'elle engendre — se trouvait donc ainsi inséminée dans le corps social. Et comme on ne peut transiger avec l'erreur, le monde moderne qui en était porteur ne pouvait qu'être condamné.

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, ce sont donc deux visions du monde irréductibles qui s'opposent, et la question morale, avec ses valeurs et ses codes, est au cœur du contentieux. Quand la République triomphe, y a-t-il, pour autant, disparition du contentieux, et des valeurs éthiques identiques fondent-elles désormais la communauté nationale tout entière ? Rien n'est moins sûr. La fin du XIX^e siècle est au contraire très révélatrice de ces chocs de cultures politiques à résonance éthique : la gauche républicaine a profondément assimilé dans sa culture politique une sorte de morale du devoir dans les limites de la Raison, nourrie de philosophie kantienne, largement diffusée par le canal de l'école, mais cette morale reste l'objet d'attaques venues aussi bien des rangs des maurrassiens que de la mouvance barrésienne. Ces attaques sont présentes,

par exemple, dans la littérature de l'époque, et le message est clair : non seulement cette morale n'est qu'un paravent dissimulant autant de turpitudes individuelles, mais de surcroît elle fait le malheur de la patrie. Le personnage de Paul Bouteiller, dans la trilogie du *Roman de l'énergie nationale* de Maurice Barrès, incarne bien ce double effet pervers : l'homme, pur produit de la méritocratie républicaine, monté jusqu'à l'agrégation de philosophie, devient député puis ministre, avant d'être compromis dans les scandales du début des années 1890 ; le professeur, nourri de rationalisme kantien, inculque à ses élèves la Raison et le Devoir mais, par là même, il « déracine » les plus fragiles, ceux dont le terreau sociologique ou géographique n'est pas suffisamment solide pour résister à cet enseignement déstabilisant.

Avant même de porter préjudice à l'intérêt national en accédant à la sphère du politique, Paul Bouteiller exerce donc une action malfaisante sur de jeunes esprits dans ses fonctions de professeur. Et ce verdict doublement négatif énoncé par Maurice Barrès prend d'autant plus de relief qu'il est bien établi que le personnage de Paul Bouteiller a été inspiré par deux professeurs de philosophie que le jeune Barrès eut successivement au lycée de Nancy : Jules Lagneau et Auguste Burdeau¹. Ce dernier, normalien et agrégé de philosophie, était issu d'une très modeste famille lyonnaise. Entré en politique, il connaît un début de carrière rapide et prometteur — il est député du Rhône en 1885 et sera plusieurs fois ministre —, brisé net en 1894 par une mort soudaine à quarante-trois ans : il est alors président de la Chambre des députés. Maurice Barrès n'a, du reste, pas été le seul à exprimer ainsi son hostilité. Le jeune Léon Daudet fut aussi l'élève de Burdeau au lycée Louis-le-Grand. Quarante ans plus tard, devenu l'une des figures de proue de l'Action française, il dénoncera dans ses *Souvenirs littéraires* l'enseignement de son ancien professeur, fondé sur « les insanités germaniques » et inculquant le « kantisme », un « poison pour l'intelligence humaine »².

Mais, si le cas Burdeau est plus connu, le personnage de Jules Lagneau (1851-1894) mérite aussi qu'on s'y attarde ici. Certes, l'homme n'a publié de son vivant que trois articles et un compte rendu bibliographique. Mais, outre qu'il fut le maître du philosophe Alain, son influence fut grande sur Paul Desjardins et il rédigea la

1. Jean-François Sirinelli, *Littérature et politique : le cas Burdeau-Bouteiller*, *Revue historique*, CCLXXII, 1985, p. 91-111.

2. Léon Daudet, *Souvenirs littéraires*, Paris, Editions G. Crès & C^e, 1925.

charte de l'Union pour l'action morale¹ fondée en janvier 1892 par ce dernier. Cette Union aura pour postérité l'Union pour la Vérité en 1905 puis en 1910 la Société de l'abbaye de Pontigny : dans l'ancien domaine cistercien, Paul Desjardins animera jusqu'à sa mort en 1940 les fameuses Décades. Mais avant de devenir ainsi un lieu célèbre de la sociabilité des clercs et un lieu de brassage des générations intellectuelles, l'Union pour l'action morale, comme son nom l'indique, se voulut le creuset d'une sorte d'éthique laïque. Et si Burdeau incarnait l'intellectuel entré en politique et annonçait l'avènement de la « République des professeurs », Lagneau perpétuait le rôle de l'intellectuel figure morale et conscience de la République.

Cette République qui, précisément, est définitivement victorieuse en ces années 1890. Pour elle, depuis 1879 et le remplacement à l'Elysée de Mac-Mahon par Jules Grévy, « le temps du combat a bien fait place à celui de la puissance établie »² et cette victoire a été confirmée en appel par le dénouement, dix ans plus tard, de la crise boulangiste. Or cette victoire n'est pas seulement celle d'un régime politique. L'enracinement républicain s'opérera aussi dans les mentalités : les travaux de Maurice Agulhon sur la symbolique de Marianne ont bien montré, à partir, par exemple, de la banalisation rapide du buste de mairie, comment « un fait social partisan et victorieux se transforme en fait coutumier »³. La progression de la morale républicaine, par l'école notamment, est probablement concomitante. Ce qui, pour notre sujet, signifie deux choses. Pour cette date, le politique anticipe sur le domaine de l'éthique et, plus largement, sur celui des mentalités : il y a bien un « effet de majorité consolidé par le temps »⁴. D'autre part, ces domaines sont alors structurés par le politique. On a pu légitimement écrire que se constitue alors « une sorte d'écosystème social », dont le début du XX^e siècle sera « l'âge d'Or »⁵.

Bien plus, la greffe entre socialisme et République⁶ permet l'acculturation de cette morale républicaine au sein de la mou-

1. L'un des trois articles de Jules Lagneau, publié par la *Revue bleue* du 13 août 1892 et intitulé « Simples notes pour un programme d'union et d'action », constitua cette charte.

2. Maurice Agulhon, *Marianne au pouvoir. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914*, Paris, Flammarion, 1989, p. 7.

3. *Ibid.*, p. 339.

4. *Ibid.*

5. Serge Berstein et Odile Rudelle, dans l'avant-propos de l'ouvrage *Le modèle républicain*, publié sous leur direction, Paris, PUF, 1991, p. 7 et 9.

6. Cette greffe s'opérant, du reste, lentement : cf. Alain Bergounioux, *Socialisme et République avant 1914*, in *Le modèle républicain*, réf. citée, p. 117-128.

vance socialiste en voie de constitution. Et quand la culture politique socialiste connut le schisme de 1920, il n'y eut pas, sur ce plan, de déchirure durable. Tout au contraire, dans la mesure où le communisme devint, pour plusieurs décennies, une structure de sociabilité et d'encadrement, les canons de la morale républicaine y trouvèrent de nouveaux pilotes¹. D'autant que cette culture², sous-tendue par un socle sociologique longtemps imposant — la classe ouvrière —, non seulement conférait à ceux qui y baignaient un principe d'identité, mais, de surcroît, ceux-ci en tiraient une véritable vision du monde, qui leur fournissait normes et valeurs éthiques.

Donc la morale républicaine, victorieuse dès la République opportuniste, dominante dès la République radicale, a certes pu voir sa vitesse de sédimentation varier avec les lieux et les milieux, elle ne s'en est pas moins nationalisée rapidement.

LE CHOC DES TRENTE GLORIEUSES

Mais c'est précisément au moment où cette nationalisation était parvenue à terme et que cette morale républicaine, profondément enracinée, se révélait capable de résister à de fortes houles historiques — la « synthèse républicaine »³ résista non seulement à la Première Guerre mondiale et à la crise des années 1930, mais, avant même son échec et sa chute en 1944, le régime de Vichy ne put la remettre en cause profondément —, qu'elle va se trouver confrontée sous la IV^e et surtout sous la V^e République à une forte érosion, liée au décalage croissant par rapport à la société de son temps. Et le fait, pour notre sujet, est doublement important. D'une part, cette crise s'opéra à un moment où l'enracinement de la morale républicaine l'avait placée en copropriété entre la gauche et la droite : celles-ci avaient désormais en patrimoine commun le Panthéon républicain et la morale républicaine, les valeurs donc et les Grands Hommes censés les incarner.

1. A tel point que la culture communiste devint, sur certains points, une sorte de conservatoire : cf., par exemple, l'hostilité à la contraception, dans les années 1950.

2. Marc Lazar, *Maisons rouges. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992.

3. Stanley Hoffmann, *Paradoxes de la communauté politique française*, in S. Hoffmann, Ch. P. Kindleberger, L. Wylie, J. R. Pitts, J.-B. Duroselle et F. Goguel, *A la recherche de la France*, Le Seuil, 1963 (repris dans le recueil de S. Hoffmann, *Sur la France*, Le Seuil, 1976, p. 33-165).

D'autre part, la crise de la morale républicaine vint parfois non pas du rejet, sur ce plan, du clivage droite-gauche, mais d'une remise en cause au sein de son camp initial, la gauche.

Il y eut d'abord, au moment de la guerre d'Algérie, un véritable choc de cultures politiques au sein de cette gauche. Certes, ce choc dépassait le seul plan de la morale, mais celle-ci fut au cœur du débat. On en connaît la teneur. Guy Mollet et beaucoup d'hommes de gauche de sa génération étaient de purs produits de la République des professeurs. Pour eux, la résolution des problèmes coloniaux passait par le moyen terme de la promotion individuelle — reproduction, à l'échelle de la question coloniale, de la méritocratie tertio-républicaine — et de l'égalité progressive des droits, sans compter que chez eux la composante laïque entraînait une incompréhension envers un nationalisme supposé inspiré par l'Islam¹. En face, de jeunes intellectuels, dans leur combat anticolonialiste, puisèrent, pour certains d'entre eux, à la source d'un anticolonialisme de protestation morale². Ceux-ci renouaient ainsi, si l'on suit l'analyse de Pierre Vidal-Naquet³, avec le dreyfusisme. Postérité du dreyfusisme contre héritage de la République des professeurs, un tel raccourci, pour incongru qu'il puisse paraître, donne bien la mesure de la fêlure.

Mais celle-ci, même si elle marqua pour une existence entière des intellectuels maintenant quinquagénaires, resta conjoncturelle en ce sens qu'elle ne remit pas en cause les principes mêmes de la morale républicaine : c'est bien plutôt d'un court-circuit au sein de la culture républicaine qu'il s'est agi, sous-tendu par un clivage de génération. D'autant qu'un homme comme Pierre Mendès France resta comme une passerelle entre le fond tertio-républicain — auquel il demeurerait rattaché par de multiples fibres — et ces jeunes gens en colère⁴.

En revanche, commença à courir, au fil des années 1960, une véritable faille, appelée, elle, à devenir structurelle. Car, entre-

1. Je reprends là une analyse que j'ai déjà développée dans *Les intellectuels français en guerre d'Algérie*, in *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, s.d., Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, Complexe, 1991, p. 11-32.

2. Pour reprendre l'une des quatre formes d'anticolonialisme recensées par Raoul Girardet dans son *Idée coloniale en France*, Paris, La Table ronde, 1972.

3. Pierre Vidal-Naquet, Une fidélité têtue. La résistance française à la guerre d'Algérie, *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 10, avril-juin 1986, p. 3-18 ; cf. également Michel Winock, Les affaires Dreyfus, *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 5, janvier-mars 1985, p. 19-37.

4. Cf. Jean-François Sirinelli, Les intellectuels et Pierre Mendès France : un phénomène de génération ?, in François Bédarida et Jean-Pierre Rioux (dir.), *Pierre Mendès France et le mendésisme*, Paris, Fayard, 1985, p. 87-100.

temps, les Trente Glorieuses étaient passées par là. Et, dès lors, le problème n'est plus de départager droite et gauche dans leurs rapports avec la morale, mais de remarquer que l'une et l'autre sont confrontées à un changement des points de repère éthiques. Le problème essentiel, en effet, est bien que la morale républicaine s'est trouvée prise dans un tourbillon beaucoup plus large, décalée par rapport à une société en pleine mutation. Pour les débuts de cette mutation, les sociologues ont pointé le milieu des années 1960. A des valeurs cardinales longtemps demeurées « l'endurance, la frugalité et la prévoyance, bref, le report de la satisfaction » (Jean-Daniel Reynaud)¹, se sont peu à peu substitués des valeurs et des comportements individualistes et hédonistes. Se dégagèrent progressivement une attitude nouvelle face à l'autorité — et donc aux normes —, et face aux tabous — et donc aux valeurs. Il y a bien eu alors, comme l'a écrit Michel Crozier, une « crise des régulations traditionnelles »². Longtemps avaient prévalu des modes de régulation liés à une civilisation de relative pénurie économique et d'insécurité sociale : frugalité et prévoyance y étaient donc des vertus essentielles. Dans la France enrichie des Trente Glorieuses, le desserrement des contraintes économiques a donc entraîné celui des contrôles sociaux.

La question ici n'est pas de décréter qu'une telle évolution fut opportune ou au contraire nocive. Mais plus prosaïquement de constater que la morale républicaine s'en est trouvée atteinte dans ses fondements mêmes. D'autant qu'à la même époque, l'univers mental des Français a connu un autre glissement : longtemps l'aspiration à l'assimilation par la ressemblance avait cimenté une société qui vit apparaître en ces années post-1968 le thème et la revendication du droit à la différence.

Des valeurs communes qui fondaient et cimentaient une communauté se trouvaient ainsi doublement remises en cause. Et cette évolution se poursuivit dans une France où la prospérité et la croissance qui avaient engagé et sous-tendu un tel processus avaient brutalement et durablement cédé la place à la crise économique et à une déchirure du tissu social. Une France dans laquelle, de surcroît, force est aussi de constater — même si une telle remarque est devenue banale — le recul de plusieurs institutions parties pre-

1. Jean-Daniel Reynaud, Du contrat social à la négociation permanente, in Henri Mendras (s.d.), *La sagesse et le désordre. France 1980*, Paris, Gallimard, 1980, p. 389-416, citation p. 390.

2. Michel Crozier, La crise des régulations traditionnelles, *ibid.*, p. 371-387.

nantes, on l'a vu, dans la culture et la morale politiques et, plus largement, dans le comportement social : l'Eglise et le Parti communiste notamment.

Les implications de cette mutation sont, pour notre sujet, essentielles. Droite et gauche, en effet, sont l'une et l'autre atteintes par une telle mutation. D'une part parce qu'elles étaient devenues, à parité, dépositaires de cette morale républicaine en crise. Et ce, d'autre part, à un moment où elles sont elles-mêmes en phase de reconstruction. Après un Bad-Godesberg rampant, opéré à l'échelle d'une décennie entière, la gauche socialiste doit non seulement assimiler les contrecoups de l'implosion des régimes communistes à l'Est et la forte érosion des partis communistes à l'Ouest, mais aussi méditer sur son nouveau rapport avec l'économie de marché et, donc plus largement, avec l'argent et la logique de profit, et s'interroger sur les notions de redistribution, de transferts sociaux et de générosité dans un monde où le marxisme a cessé d'être l'« horizon indépassable » qu'y percevait Jean-Paul Sartre. A droite, les ultras du libéralisme n'ont guère enrichi une réflexion qui devra, en cas de retour au pouvoir, nourrir une action menée dans une société devenue à plusieurs vitesses et où réapparaissent soutiers et oubliés, que les années fastes avaient momentanément placés en contre-jour.

Dans tous les cas, on le voit, c'est l'identité propre de grandes familles politiques françaises qui est en jeu. Mais un tel constat, en dehors de sa généralité même, ne touche pas à l'essentiel. Sur le long terme de nos deux derniers siècles d'histoire, la droite et la gauche ont connu des mues successives face aux grands enjeux qui tour à tour structurèrent nos débats nationaux¹. Ces enjeux furent d'abord à forte densité politique — ainsi la question du régime, au XIX^e siècle — puis socio-économique — le rôle de l'Etat dans l'impulsion et la redistribution économiques. L'observateur pressent bien que cette fin de siècle et de millénaire est notamment marquée par trois questions clés, davantage socioculturelles : d'une part, on l'a vu, une morale républicaine à remodeler ; d'autre part, après le collapse des grandes idéologies globalisantes, un mouvement de l'Histoire à imaginer, tant il est vrai que les collectivités humaines ne peuvent vivre sans un passé, et donc une mémoire et des nostalgies, et un avenir, et donc des rêves et des aspirations ; enfin, les progrès fulgurants de la biologie et de la génétique font que l'homme, sans davantage parvenir à domestiquer la mort, peut beaucoup plus que par le passé

1. Cf. Jean-François Sirinelli, *Les droites et l'Histoire, en conclusion générale de l'Histoire des droites en France*, t. III, *Sensibilités*, réf. citée, p. 841-873.

agir sur la vie, et certains temps forts de la vie d'une société sont ainsi directement touchés : la sexualité, la gestation, la naissance, la maladie. De même, quelques-unes des structures de la vie collective — les liens du sang, les cadres familiaux — sont elles aussi concernées. Et, en toile de fond des débats qui s'amorcent sur ces aspects, c'est bien la morale collective qui est en jeu et qui devient de ce fait un enjeu : du reste, l'emploi même du néologisme bio-éthique est, à cet égard, significatif.

Tout ce qui précède ne doit donc pas conduire à conclure que la morale, qui fut un enjeu entre droite et gauche, se serait progressivement obscurcie au point de n'être plus qu'entre chien et loup. Mais, plus prosaïquement, à constater que le courant ou la sensibilité qui, à droite ou à gauche — mais aussi au sein même des deux mouvances —, saura, dans le cadre de notre démocratie représentative, redéfinir et incarner des valeurs fondant et recimentant notre communauté nationale, tiendra probablement les clés de l'avenir.

RÉSUMÉ. — *Un inventaire trop rapide des valeurs supposées de droite et de celles attribuées à la gauche conduirait à bâtir une carte singulièrement floue de l'éthique en politique. La question est moins, au bout du compte, de départager droite et gauche sur le terrain de la morale que de montrer que, dans notre histoire nationale, le clivage droite-gauche s'est souvent fondé sur des conceptions différentes de la morale collective. Plusieurs moments clés de notre histoire nationale sont ainsi passés en revue dans cet article, avec notamment la question de la morale républicaine.*